

Ajournement

nable ami et du député de Manicouagan, il y a peut-être dans le secteur privé des conditions d'embauche meilleures que dans le secteur public. Mais dans les méthodes de négociation collective qui existent au niveau du gouvernement, il est possible de négocier des taux régionaux qui satisfont à ces besoins.

Nous l'avons fait dans d'autres secteurs, et je ne vois pas pourquoi nous ne pourrions pas, à l'occasion du renouvellement des conventions collectives des fonctionnaires de cette région, prévoir des dispositions régionales qui leur permettraient d'avoir des taux équivalents à ceux de l'entreprise privée, comme l'honorable député l'a mentionné tantôt.

Je suis heureux que le problème ait été soulevé. Je ne vois pas de solution rapide à ce problème. Je suis prêt à en discuter avec l'union. Je favorise moi-même les négociations régionales parce que parfois les taux nationaux n'atteignent pas leurs buts. C'est pourquoi je favoriserais plutôt des négociations de taux régionaux, mais je ne vois pas, étant donné les circonstances actuelles, vu que les critères ne sont pas remplis, pourquoi il doit y avoir des allocations spéciales tout simplement pour ces endroits.

[Traduction]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES—LA CONFÉRENCE DE
L'ALIMENTATION À ROME—LA PROPOSITION AMÉRICAINE
D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE DE PLANIFICATION DES
EXPORTATIONS

M. Douglas Roche (Edmonton-Strathcona): Monsieur l'Orateur, depuis que la Conférence mondiale de l'alimentation a pris fin à Rome, le gouvernement canadien n'a fait que se féliciter du rôle que nous y avons joué. Si le sujet favori du gouvernement actuel était l'alimentation, le monde connaîtrait un cas d'indigestion aiguë. Le gouvernement a en fait, comme d'habitude, établi un écran de fumée et de verbiage. Le dramaturge de Broadway qui nous a donné «Promises, Promises» ne pourrait pas tenir une chandelle pour le gouvernement actuel. Au lieu de féliciter le gouvernement, il faudrait le fustiger parce qu'il n'a pas su répondre de façon satisfaisante à la crise alimentaire mondiale avec des mesures même d'urgence ou à long terme.

On a beaucoup parlé à travers le monde de notre engagement d'un million de tonnes de grain par année pour trois ans. Le monde croit que nous nous empressons de nourrir les affamés. Quelle supercherie! C'est un fait qu'il s'écoulera bien une bonne année après la conférence de Rome avant que quelqu'un puisse bénéficier de cette nourriture. Les millions qui crèvent de faim devront attendre la prochaine récolte, puis les mesures que nous prendrons pour son acheminement. Le 20 novembre dernier, j'ai demandé au ministre de l'Agriculture (M. Whelan) combien tôt en 1975 nous pourrions expédier des vivres, à quels pays ils seraient destinés, et quelles dispositions on prenait en vue de leur transport. Le ministre m'a répondu que ces renseignements se trouveraient dans la déclaration qu'il devait faire à la Chambre vendredi dernier. C'est en vain que vous examinerez sa déclaration pour y trouver des réponses précises.

Il y a ensuite la question de l'aide immédiate de 50 millions de dollars. Voici un extrait du discours d'ouverture que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. MacEachen) a prononcé à Rome:

A titre de garantie de la volonté du Canada de contribuer à la solution du problème mondial de l'alimentation, je suis heureux d'annoncer que le Gouvernement canadien a décidé d'affecter dès maintenant 50 millions de dollars à des projets d'aide au développement visant à réduire l'ampleur de la crise actuelle.

[M. Chrétien.]

Depuis lors, bien des députés ont essayé de savoir comment ces 50 millions de dollars seront dépensés. Aujourd'hui même, tout près d'un mois après que le secrétaire d'État a fait cette déclaration, il a été incapable de répondre avec précision à ma question. Pourtant il dit:

Je considère que le problème de la faim est important, sinon plus important que n'importe lequel des autres problèmes du monde.

C'est ainsi que nous réagissons à une situation urgente. Nos solutions de longue portée en vue de lutter contre la famine surviendront probablement le siècle prochain.

• (2210)

Qu'est-ce qui empêche la mise en œuvre immédiate de ce programme d'aide? Serait-ce la grève des inspecteurs de céréales qui a pratiquement paralysé les expéditions de céréales hors du Canada? Si oui, que le gouvernement le dise clairement et nous dise ensuite ce qu'il fait pour mettre fin à la grève. Que le gouvernement nous fasse au moins savoir qu'il essaie de faire quelque chose, surtout pour les gens du Bangladesh. Encore aujourd'hui, j'ai eu une longue conversation avec un haut fonctionnaire de ce pays qui a confirmé une nouvelle parue dans le *Times* de New York le 24 novembre selon laquelle des milliers de personnes de Jamalpur, à 120 milles au nord-ouest de Dacca, sont dans la misère à cause de mauvaises récoltes, des effets des inondations et maintenant du froid rigoureux:

A quoi bon les nourrir?

Dit un haut fonctionnaire international affolé en parlant de ces victimes.

Ils vont mourir de toute façon, sinon de la faim, sûrement de froid.

Dans cette région, les gens obtiennent une fois par jour, pour toute ration, un quart de livre de riz et de lentilles nageant dans l'eau; cela suffit juste à les maintenir en vie et c'est en fait un régime de famine.

Je ne peux pas croire que nous soyons incapables de trouver un moyen de donner de la nourriture, sans même parler de vêtements, à ces hommes, ces femmes et ces enfants infortunés si nous le voulions vraiment. Pourquoi ne pas les expédier par avion? Pourquoi ne pas prendre une partie de ces 50 millions de dollars pour expédier des vivres à ces gens qui seront dans une situation vraiment désespérée cet hiver? Pourquoi ne pas donner suite aux belles paroles que nous avons eues aux conférences internationales en prenant des mesures immédiates?

Comment la famine peut-elle régner dans un monde où il y a eu la révolution verte? J'ai parlé du Bangladesh. Les gens du Bangladesh savent comment faire pousser des aliments et ils pourraient largement faire vivre leur population. Mais ils ne peuvent faire les investissements nécessaires. L'année dernière, le Bangladesh a consacré 40 millions de dollars aux importations de pétrole. Cette année, cela lui coûtera 160 millions de dollars. Voilà l'histoire des pays en voie de développement. Les politiques énergétiques internationales les tuent. Quand les pays en voie de développement ne peuvent payer l'énergie, ils ne peuvent fabriquer d'engrais et leurs récoltes diminuent brutalement. Il faudrait instaurer une réforme monétaire et commerciale internationale afin de permettre aux pays en voie de développement de produire leurs propres aliments.

Tout cela est bien connu. Le ministre des Affaires extérieures a lui-même dit dans la phrase la plus importante de son discours à Rome:

Le Canada insiste sur la nécessité d'accroître la capacité de production alimentaire des pays en voie de développement, car c'est sur cet aspect du problème que doit être axée la lutte contre la faim.